

Point actualisé sur le dispositif exceptionnel d'accueil des enfants de moins de 16 ans des personnels indispensables à la gestion de la crise sanitaire mis en place depuis le 16 mars 2020

Le décret n° 2020-344 du 27 mars 2020 complétant le décret n°2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, publié au JORF du 28 mars 2020, proroge jusqu'au 15 avril 2020 la suspension des accueils collectifs de mineurs.

Néanmoins, l'état d'urgence sanitaire permet l'organisation, dans les établissements d'enseignement scolaire, d'un dispositif exceptionnel d'accueil à destination des enfants, soumis à l'obligation scolaire, âgés de trois à seize ans, des personnels soignants et médico-sociaux indispensables à la gestion de la crise sanitaire et sans solution de garde, ainsi qu'aux enfants des gendarmes, des personnels de la police nationale, des sapeurs-pompiers professionnels, des personnels des préfectures.

Ce dispositif d'accueil exceptionnel, limité aux seuls personnels indispensables à la gestion de la crise sanitaire, est étendu aux jours de fermeture des écoles.

Personnels concernés

- tout personnel travaillant en établissements de santé publics/privés : hôpitaux, cliniques, SSR, HAD, centres de santé ... ;
- tout personnel travaillant en établissements médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées : maisons de retraite, EHPAD, USLD, foyers autonomie, IME, MAS, FAM, SSIAD ... ;
- les professionnels de santé et médico-sociaux de ville : médecins, infirmiers, pharmaciens, sages-femmes, aides-soignants, transporteurs sanitaires, biologistes, auxiliaires de vie pour personnes âgées et handicapées... ;
- les personnels chargés de la gestion de l'épidémie des agences régionales de santé (ARS) des préfectures et ceux affectés à l'équipe nationale de gestion de la crise ;
- les personnels affectés aux missions d'aide sociale à l'enfance relevant des conseils départementaux ainsi que des associations et établissements publics concourant à cette politique ;
- les gendarmes ;
- les personnels de la police nationale;
- les sapeurs-pompiers professionnels ;
- les personnels des préfectures

Services en charge de la protection de l'enfance concernés

- les services d'aide sociale à l'enfance (ASE) et de protection maternelle et infantile (PMI) des conseils départementaux ainsi que les pouponnières ou maisons d'enfants à caractère social (MECS), les services d'assistance éducative en milieu ouvert (AEMO) et les services de prévention spécialisée.

Professionnels relevant de ces structures éligibles au dispositif

- travailleurs sociaux, techniciens d'intervention sociale et familiale (TISF), médecins, infirmières puéricultrices, sages-femmes et psychologues ainsi que les personnels assurant le soutien des services, associations ou établissements.

I. Point sur la responsabilité de l'accueil

L'accueil est organisé, dans les établissements d'enseignement scolaire, par les services de l'Etat et sous sa responsabilité, avec le concours des collectivités territoriales.

Cette mobilisation concerne les accueils collectifs de mineurs (ACM) sur les temps périscolaire et extrascolaire grâce aux personnels volontaires, selon les besoins identifiés et les moyens disponibles localement. Il s'agit d'initiatives locales prises sur la base du volontariat.

II. Point sur les modalités d'accueil

La limite de 10 mineurs par accueil n'est plus imposée. Les accueils qui recevraient les enfants de moins de seize ans des personnels indispensables à la gestion de la crise sanitaire peuvent continuer à fonctionner, quel que soit le nombre de mineurs accueillis, étant précisé que le représentant de l'Etat dans le département est habilité à interdire ou à restreindre l'accueil dans ces structures lorsque les circonstances locales l'exigent.

Les enfants ne sont pas forcément accueillis dans leur établissement d'origine. Il revient à l'autorité académique de définir, en fonction des besoins et des capacités d'accueil, les établissements dans lesquels l'accueil est organisé.

III. Point sur l'accueil du week-end et de la nuit

Il s'agit d'initiatives locales prises sur la base du volontariat des organisateurs.

L'accueil des enfants pourra être organisé toute la semaine, y compris les samedis et dimanches, à la fois sur les temps scolaires et périscolaires.

Les accueils de loisirs extrascolaires peuvent recevoir les enfants des personnels indispensables à la gestion de la crise sanitaire les samedis et dimanches.

La déclaration initiale sera, le cas échéant, modifiée par l'organisateur pour prévoir ces nouvelles périodes d'accueil avec l'ajout du samedi et pour le dimanche, l'ajout d'une période « autres jours ».

S'agissant de l'accueil de ces enfants la nuit, il est également possible, sous certaines conditions, dans le cadre des ACM. En effet, l'accueil ponctuel avec hébergement de ces mineurs peut être organisé dans le cadre d'une activité accessoire à un accueil sans hébergement, qu'il soit périscolaire ou extrascolaire. La durée d'hébergement sera comprise entre une à quatre nuits.

Les organisateurs d'accueils de loisirs et d'accueils périscolaires pourront déclarer autant d'activités accessoires que nécessaires afin d'assurer la continuité de l'accueil de ces mineurs.

IV. Point sur les consignes sanitaires à appliquer pour ces accueils

Il convient de se référer aux consignes données par les autorités sanitaires.

L'accueil doit être réalisé dans le plus strict respect des gestes barrières et des recommandations sanitaires, à savoir :

- le nettoyage approfondi des locaux préalablement à l'ouverture de l'établissement ;
- la mise à disposition de savons en quantité suffisante pour les enfants et de gel hydro-alcoolique ou de savons pour les personnels, ainsi que des solutions de séchage des mains jetables ;
- en privilégiant l'organisation des activités par petits groupes de 8 à 10 enfants maximum, y compris lorsqu'elles ont lieu à l'extérieur.

V. Point sur les locaux d'accueil

L'accueil est organisé par les services de l'État, qui sollicitent le concours des collectivités territoriales, notamment pour l'utilisation des locaux.

Dans l'enseignement privé, l'accueil d'enfants peut se faire avec l'accord de l'établissement.

VI. Point sur les personnels d'accueil

Il appartient à l'organisateur d'assurer le respect des taux d'encadrement et des qualifications des encadrants. Cependant au regard de la gravité de la crise sanitaire et la nécessité d'assurer l'accueil de ces mineurs, il est demandé d'utiliser, autant que de besoin, les dérogations prévues à l'arrêté du 13 février 2007 relatif aux seuils mentionnés aux articles R. 227-14, R. 227-17 et R. 227-18 du code de l'action sociale et des familles.

Il appartient également à l'organisateur de fixer les conditions d'accueil des enfants de ces personnels eu égard aux règles fixées par le décret du 23 mars 2020 complété par le décret du 27 mars 2020.

Si, malgré la souplesse permise par la réglementation, il ne peut y avoir respect de la réglementation des ACM, cet accueil ne sera pas à déclarer au titre des ACM. Une garderie pourra être organisée par l'organisateur.

Les personnels du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse, titulaires et contractuels, peuvent être intégrés dans les équipes d'accueil.

VII. Point sur les modalités de déclaration des accueils

Deux situations doivent être distinguées :

- l'accueil existe déjà, auquel cas les organisateurs n'ont pas à modifier les déclarations déjà effectuées sauf en cas de changement des conditions d'accueils initialement prévues (exemple : nouveau lieu d'accueil, changement des périodes d'accueil, déclaration d'une activité accessoire, etc.)
- l'accueil n'existe pas, auquel cas l'organisateur devra le déclarer au titre des ACM, s'il remplit les conditions définies à l'article R.227-1 du code de l'action sociale et des familles.

Au regard des enjeux de santé public liés à la gestion de cette crise majeure, dans le respect des règles susmentionnées, les formalités déclaratives des organisateurs seront dérogatoires, le cas échéant, quant aux délais de déclaration des accueils et des activités accessoires.

VIII. Point sur les Services Civiques en accueil et la Réserve Civique

Les contrats de Service Civique en cours sont maintenus.

Les jeunes en service civique de l'académie doivent être contactés pour leur demander de venir en appui des professeurs dans une école ou un établissement scolaire (à proximité de chez eux afin qu'ils n'aient pas à emprunter les transports). Ils seront invités à accepter cette nouvelle mission les mercredis, samedis et dimanches afin de prêter main forte aux enseignants.

Ces adaptations de mission doivent répondre aux valeurs et principes du Service Civique : protection des jeunes engagés, service de l'intérêt général, absence de mise en responsabilité directe, non substitution à l'emploi. Un avenant devra être réalisé pour valider la modification de la mission.

Chaque rectorat ou Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale est donc à même de solliciter les services civiques intervenant au profit des écoles et établissements de son territoire ; une nouvelle mission et une procédure spécifique sont formalisées à cet effet.

IX. Point sur la mobilisation citoyenne

Le gouvernement a décidé de lancer une plateforme d'engagement, qui centralisera les besoins des organismes d'intérêt général (associations, collectivités territoriales, administrations, établissements publics,...) et la volonté d'engagement de nos concitoyens. Ainsi l'ensemble des Françaises et Français - majeurs, de moins de 70 ans - pourront se mobiliser sur des missions permettant d'assurer la continuité de la nation

Un dispositif de volontariat est institué dans le cadre de la **Réserve Civique**, ouvert à une large partie des citoyens français. Sa mise en œuvre repose, sur le plan opérationnel, sur une plateforme internet dédiée (jeveuxaider.gouv.fr/). Cette réserve Civique relève d'un régime juridique et de responsabilité distinct de celui du Service Civique.

Les associations qui sont en mesure d'identifier des personnes vulnérables et qui ont besoin de bénévoles pour maintenir le lien, sont invitées à proposer des missions autour de 4 urgences :

- l'aide alimentaire et l'aide d'urgence afin d'éviter toute rupture pour les personnes qui sont le plus dans le besoin ;
- la garde exceptionnelle d'enfants des personnels soignants et des structures de l'Aide Sociale à l'Enfance ;
- le lien et l'aide directe (sous forme de « télé-bénévolat » pour éviter tout contact physique) avec les personnes fragiles isolées, notamment les âgés et les personnes en situation de handicap afin de rompre l'isolement ;
- la solidarité de proximité, à destination des voisins les plus fragiles, doit pouvoir se mettre en place de façon organisée, notamment pour aller chercher des médicaments, des produits alimentaires...

La garde exceptionnelle d'enfants des personnels soignants et des structures de l'Aide Sociale à l'Enfance ne peut se faire qu'au sein de lieux adaptés à l'accueil de mineurs comme des écoles ou des accueils collectifs de mineurs et non au domicile des particuliers.

Les associations pourront ainsi déposer leur mission via la plateforme grâce au lien suivant : <https://covid19.reserve-civique.gouv.fr/>